

Quartiers populaires : la vision médiatique (1990-2005)

« La vision médiatique » n'a pas été sans effet sur ce qu'elle donnait à voir. Elle n'est pas sans effet sur ce que l'on peut lire, entendre et voir dans les médias aujourd'hui.

(1) La stigmatisation (1993)

► Extrait de « La vision médiatique », de Patrick Champagne, publié dans *La misère du monde* (sous la direction de Pierre Bourdieu), Paris, Le Seuil, 1993, pp. 72-74.

[Cet article analysait le rôle et les effets des médias dans la couverture médiatique des quartiers dits « sensibles » (admirons l'euphémisme) à partir des « événements » de Vaulx-en-Velin (supermarché incendié, voitures brûlées, affrontements avec la police, etc.) qui, déjà en 1990, s'étaient déclenchés à la suite d'un contrôle de police ayant mal tourné. Les choses n'ayant guère changé depuis quinze ans, le texte n'a pas perdu de son actualité.]

« [...] Bien que la plupart des journalistes rejettent et condamnent les pratiques les plus douteuses de la profession et reconnaissent volontiers l'existence inévitable de biais, même dans un traitement de l'information qui se veut honnête, ils pensent que, malgré toutes ces difficultés et toutes ces déformations, rien n'est pire que le silence. Même si, disent-ils, les médias n'ont pas abordé comme il l'aurait fallu le problème des banlieues ou, plus récemment encore, celui des fils de harkis par exemple, même s'ils admettent avoir privilégié certains aspects marginaux ou mineurs parce que spectaculaires, au détriment de la réalité ordinaire et quotidienne, il reste qu'ils estiment avoir été utiles par le simple fait d'avoir au moins contribué à poser publiquement ces problèmes. Un tel optimisme paraît pour le moins excessif car il ne tient pas compte notamment des effets d'ordre symbolique qui sont particulièrement puissants lorsqu'ils s'exercent sur des populations culturellement démunies.

A la mairie de Vaulx-en-Velin, on concède que les événements ont créé une situation d'urgence qui a permis de faire débloquer un peu plus rapidement les crédits destinés aux opérations de réhabilitation et à l'action sociale. Mais c'est sans doute la seule retombée positive (et encore, car il faudrait savoir à qui ces mesures profitent principalement). En revanche, cet avantage matériel momentanément se paye très cher sur le plan symbolique. Les habitants de ces quartiers ne s'y sont pas trompés lorsque l'on voit l'accueil très négatif que, depuis les événements, certains réservent de plus en plus aux journalistes et qui exprime la révolte impuissante de ceux qui se sentent trahis. On comprend, bien évidemment, que les journalistes soient rejetés par les jeunes en situation délinquante qui ne tiennent pas à être reconnus et fichés par la police. Mais ils le sont également par une population plus ordinaire qui voit se construire, au fil des reportages télévisés et des articles de journaux, une image particulièrement négative de leurs cités contre laquelle ils ne peuvent rien. De sorte que, paradoxalement, loin d'aider les habitants de ces banlieues, les médias contribuent fortement à leur stigmatisation. Ces quartiers sont présentés comme insalubres et sinistres, et leurs habitants comme des délinquants. Les jeunes qui cherchent du travail n'osent plus dire qu'ils habitent ces cités désormais universellement mal famées parce qu'ils ont fait « la une » des médias.

Un journaliste de FR3 rapporte, par exemple, que le quartier des Chamards, près de Dreux, est visité par des équipes de reporters venant du monde entier parce que Dreux est devenu le symbole de la montée du Front national alors que cette cité à forte main-d'œuvre étrangère n'est pas pire que bien d'autres. Cette stigmatisation, qui est sans doute involontaire et résulte du fonctionnement même du champ journalistique, s'étend bien au-delà des événements qui la provoquent et marque ces populations bien au-delà de leurs quartiers d'appartenance. C'est ainsi que telle dépêche

d'agence faisant état d'incidents dans une auberge de jeunesse du Gard dans lesquels étaient impliqués des jeunes de Vaulx-en-Velin en vacances sera reprise par toute la presse. C'est ainsi également que des jeunes du Val-Fourré, en vacances dans le Jura, devront subir, durant leur séjour, diverses agressions et vexations de la part de la population locale qui est devenue méfiante depuis que les médias (surtout la télévision) ont abondamment couvert les incidents de ces quartiers, la situation très tendue qui est ainsi créée étant propre, par soi seule, à déclencher de nouveaux incidents qui viennent, de façon circulaire, confirmer les stéréotypes médiatiques initiaux.

Cette vision journalistique des banlieues est fortement rejetée par une petite partie de la population de ces quartiers, généralement la plus politisée ou la plus militante, et suscite son indignation : « Si vraiment la banlieue où j'habite était comme le disent les journaux, jamais je voudrais y habiter », « Ma famille ne veut pas venir me voir ici, ils croient que c'est un véritable coupe-gorge et qu'on se fait violer à tous les coins de rue ! », « Ces gens qui racontent que des conneries, j'appelle ça des journaux. Qu'on les laisse dire ce qu'ils veulent, mais, à ce moment-là, qu'on nous mette en face pour dire si on est d'accord ou non. On n'ira pas au niveau de la violence parce que je suis non violent et que je sais parler ». Une association de locataires s'est même constituée pour lutter contre l'image stigmatisante que les médias donnaient de Vaulx-en-Velin et pour faire savoir publiquement que cette ville n'était pas, loin de là, pire que d'autres. Il reste que, la plupart, entre autres parce qu'ils sont dominés culturellement et sans doute parce qu'ils croient bonne pour eux cette sorte de dénonciation populiste de leur condition, reprennent à leur compte cette vision d'eux-mêmes que produisent ces spectateurs intéressés et un peu voyeurs que sont nécessairement les journalistes (« c'est un ghetto ici », « on n'est pas considéré », etc.).

Ce point de vue d'étrangers qui, comme tout le monde mais avec des conséquences autres, importent plus ou moins consciemment dans leur vision leurs jugements de classe et perçoivent cette réalité à partir de leurs catégories journalistiques constitue en fait un obstacle à la recherche de véritables solutions aux problèmes bien réels qui se posent dans ces zones. Loin d'aider à comprendre la vie ordinaire de ces cités du point de vue même de ceux qui y vivent et qui, si on avait le temps et si on savait les entendre, pourraient dire aussi tout ce qui les attache à leur quartier, les journalistes, nécessités professionnelles obligent, y débarquent, le temps de couvrir l'événement et de faire un reportage sans toujours s'apercevoir qu'ils ont, au passage, accolé involontairement quelques épithètes dévalorisantes à ces banlieues populaires que, pour la plupart, ils ne fréquentent guère, suscitant l'indignation chez certains habitants (« on n'est pas des Zoulous, c'est pas la brousse ici ! ») et des frustrations chez d'autres (« c'est vrai qu'on vit ici dans des quartiers pourris où rien n'est fait pour les jeunes ! »).

Autrement dit, en plus des véritables problèmes qui existent objectivement dans ces quartiers, les habitants doivent se défendre contre l'image publique d'eux-mêmes, très négative, qui est produite par les médias et qui peut être parfois en fort décalage avec la réalité. [...] Nombre d'habitants de Vaulx ont d'ailleurs été les premiers surpris par les événements, certains ayant eu presque honte de ce qui s'est passé dans leur commune. Des commerçants expliquent qu'ils avaient en général de bons rapports avec les jeunes ; des enseignants, bien qu'ils connaissent de grandes difficultés dans les collèges, trouvent cependant excessif que l'on parle « d'explosion sociale ». Plus prosaïquement, certains habitants signalent que les troubles sont, en réalité, le fait de minorités - une poignée de jeunes pour la plupart connus de la police - et que la mise à sac du centre commercial n'est que l'exploitation d'un incident pénible (le contrôle de police) par des délinquants adultes qui sont en majorité extérieurs à Vaulx.

Même si les journalistes locaux sont tentés de donner de l'importance à ces événements pour se donner de l'importance (« Ici, il ne se passe jamais rien. Alors, pour une fois où il se passait quelque chose... » dit ironiquement un journaliste de l'AFP de Lyon), ils ne sont généralement pas dupes et ont une vision assez proche des habitants : « Quand on se promène à Vaulx, j'appelle pas ça un ghetto. J'ai vu des zones pires. Il faut savoir ce qu'on met derrière les mots. On a un peu diabolisé les banlieues » (journaliste de la presse régionale de Lyon) ; « les

pires, peut-être, ce sont les journalistes cow-boys, ceux qui se prennent pour des stars, qui étaient dans le Golfe, puis après s'occupent des banlieues, puis des lycéens » (journaliste parisien de la presse écrite). Vaulx-en-Velin est pourtant devenu le symbole, médiatiquement entretenu, du malaise des banlieues, un grand quotidien parisien ayant pu titrer, par exemple, à propos de dramatiques incidents survenus dans l'île de la Réunion, « un "Vaulx-en-Velin" à la Réunion ». [...] »

Note de 2005. La stigmatisation médiatique des « banlieues » et, plus exactement, de la jeunesse des quartiers populaires n'a pas cessé depuis 1990. C'est à peine si elle a varié ses thèmes, en s'amalgamant aux représentations médiatiques de l'islam et de l'islamisme, de la délinquance et du terrorisme. Dix ans d'intensification d'une forme de violence qui en rendant visible la violence visible n'en rendait que plus invisible la violence invisible.

(2) Violence visible et violence invisible (2000)

► Extrait de « Violence visible, violence invisible » de Patrick Champagne publié in Thomas Ferenczi (sous la direction de), *Faut-il s'accommoder de la violence ?*, Editions Complexe, 2000, p. 235-246.

« [...] On ne peut pas parler des « violences urbaines » sans prendre en compte le fait qu'il s'agit désormais d'une réalité médiatiquement transformée.

Le thème de la violence dans les banlieues est entré dans l'espace public, *via* les médias, au début des années 80. Il s'agissait alors d'une violence spectaculaire mais étroitement circonscrite dont l'origine était en outre clairement identifiée : les enfants des harkis, parqués dans des cités de transit, injustement abandonnés à leur sort, se révoltaient contre l'injustice faite à leurs parents et à eux-mêmes. On pourrait presque dire que la violence paraissait alors légitime parce qu'elle restait mesurée et parce qu'elle n'était pas donnée à voir par les médias comme une violence sans rime ni raison, contraire aux lois de l'hospitalité (bien au contraire) ou aux relations de voisinage.

A partir des incidents de Vaulx-en-Velin, au début des années 90, on assiste à un processus de brouillage qui va autonomiser la violence, celle-ci apparaissant de plus en plus comme gratuite, comme un défi à l'ordre républicain (on parle de « zones de non droit »), comme des actes liés au trafic de drogue, bref comme autant de comportements inexcusables ou criminels qui ne méritent qu'une répression accrue tant sur le plan policier que sur le plan judiciaire. La violence devenait ainsi progressivement une propriété de la jeunesse immigrée ou issue de l'immigration, de jeunes perçus comme « inassimilables » par la France alors que nombre de ces comportements devaient beaucoup à un refus d'intégration par la France de ces populations.

Autrement dit, la « violence » (en fait, la petite délinquance et les diverses réactions de révolte suscitées par un sentiment d'injustice) a été coupée progressivement des conditions sociales qui étaient à son principe et est devenue un problème en soi. Il est vrai que la montée du Front national et la situation internationale ont fortement contribué à ce processus d'essentialisation de la violence (l'on songe à la situation de guerre civile en Algérie, à la guerre du Golfe, à la montée de l'intégrisme islamiste, à la vague d'attentats en France, etc.).

Tant que les populations à problèmes ne nous posaient pas de problèmes, il n'y avait pas de problème social. A partir du moment où les gens qui ont des problèmes posent, par leurs actions et par leurs comportements, des problèmes à ceux qui n'en ont pas, alors on commence à penser qu'il existe un véritable problème de société.

Pour les médias et pour les politiques, il n'y avait pas de problème aussi longtemps que les harkis restaient bien tranquilles dans leurs banlieues avec leurs problèmes, sans créer de soucis à ceux qui n'en avaient pas. Progressivement, en partie grâce aux médias, ces problèmes catégoriels sont sortis de ces zones étroitement circonscrites et ont commencé à poser des problèmes d'abord aux riverains, puis aux élus politiques.

La vie dans ces quartiers s'est dégradée, rendant les relations de voisinage de plus en plus difficiles. Et parce que les populations locales se sont retournées vers leurs élus, les

sommant de gérer efficacement ces nouveaux problèmes (c'est-à-dire de déplacer les familles ou les populations « indésirables »), on a assisté à une politisation qui était bien faite pour attirer, dans un processus circulaire, les journalistes politiques, ces derniers prenant le relais, le plus souvent en toute incompétence, des reporters de terrain qui avaient au moins le mérite d'avoir vu de près les gens dont ils parlaient. Le problème changeait ainsi progressivement de nature. Il entrait dans l'arène politique, devenait un thème électoral (cf. le discours « sécuritaire » aujourd'hui omniprésent dans le programme des partis, qu'ils soient de droite ou de gauche).

[...] Les phénomènes indiscutables - quels que soient les mots utilisés pour les nommer - qui sont observables depuis quelques années dans les quartiers en difficultés doivent être traités comme un indicateur de processus sociaux qui sont les véritables responsables de la situation, les causes plus ou moins cachées qui engendrent ces effets visibles.

[...] Ce qui est au principe de l'augmentation des diverses formes de délinquance juvénile observable dans ces quartiers réside, me semble-t-il, dans ce que j'appellerai la montée de la violence invisible (par opposition à la violence visible et fortement médiatisée) que la société exerce sur les individus, et notamment sur les jeunes appartenant aux populations défavorisées, ou, pour le dire dans notre jargon, par la montée des violences symboliques, c'est-à-dire de ces violences invisibles exercées par les systèmes de classement, par les perceptions sociales dominantes qui s'exercent sur les dominés, bref par tout un ensemble de processus qui sont au principe de la constitution des identités sociales, de l'estime de soi, du positionnement social de chacun dans la structure sociale.

Sans doute la perception ordinaire manifeste-t-elle une certaine incompréhension bien compréhensible à l'égard des comportements déviants des jeunes de cités et tend à n'y voir que du « vandalisme » ou des actes « inqualifiables ». Mais cela ne signifie pas que ces comportements soient sans significations ni sans raisons, qu'ils soient le fait de « pervers » ou de jeunes « sans moralité et sans principes ». Il s'agit de comportements non moins nécessaires et déterminés, dont ces jeunes ne sont que les sujets apparents.

S'ils sont violents, c'est parce que le monde dans lequel ils ont été socialisés est un monde violent. Il y a bien sûr la violence physique, celle qui est exercée par le père sur ses enfants, celle qui est exercée par la rue et par la bande de copains sur chacun dans la mesure où la virilité et la force du corps, principal capital des membres des classes populaires, sont sans cesse mises en jeu et classent chacun dans le groupe. L'on sait que la violence physique engendre la violence physique et que les gens violents sont souvent des enfants ayant eu à subir la violence des adultes.

Mais la violence physique peut aussi être l'expression et la conversion de formes de violences moins visibles qui ne s'exercent pas moins violemment sur les corps et les esprits. Il y a, en effet, et de plus en plus, des formes de violences plus cachées qui s'exercent sur les jeunes de ces cités. Il y a la violence scolaire invisible qui exclut et qui est au principe de la plupart des actes très visibles dits « de vandalisme » contre les établissements scolaires. Il y a la violence du marché du travail qui voue au chômage les jeunes sans diplôme qui habitent dans ces cités. Il y a la violence du marché sexuel qui est très fermée à ces jeunes. Et il y a toutes ces petites violences quotidiennes qui s'exercent sur cette population ethniquement marquée, ces contrôles de police à répétition, ces regards inquiets qu'on leur jette, bref ce traitement à part qui ne fait que marginaliser davantage des jeunes déjà en marge. »

► **Note de 2005.** L'enfouissement médiatique de la violence invisible n'a pas cessé depuis cinq ans. A quelques exceptions près (tel documentaire de Niels Tavernier, telle enquête de Marcel Trillat, tel reportage d'1mn 20 glissé dans un JT), la promotion d'une version sécuritaire de la sécurité a conforté la stigmatisation, particulièrement sur les petits écrans, mais pas seulement, loin s'en faut ! Comment le désespoir socialement construit, politiquement entretenu, médiatiquement soutenu d'une fraction de la jeunesse des quartiers populaires pourrait-il être compris par ceux qui ont tout fait pour ne pas le comprendre ? Comment sa révolte et sa violence pourraient-elles être comprises par des acteurs qui ont tout fait pour ne pas l'expliquer de peur de la justifier ?

Patrick Champagne, 9 novembre 2005